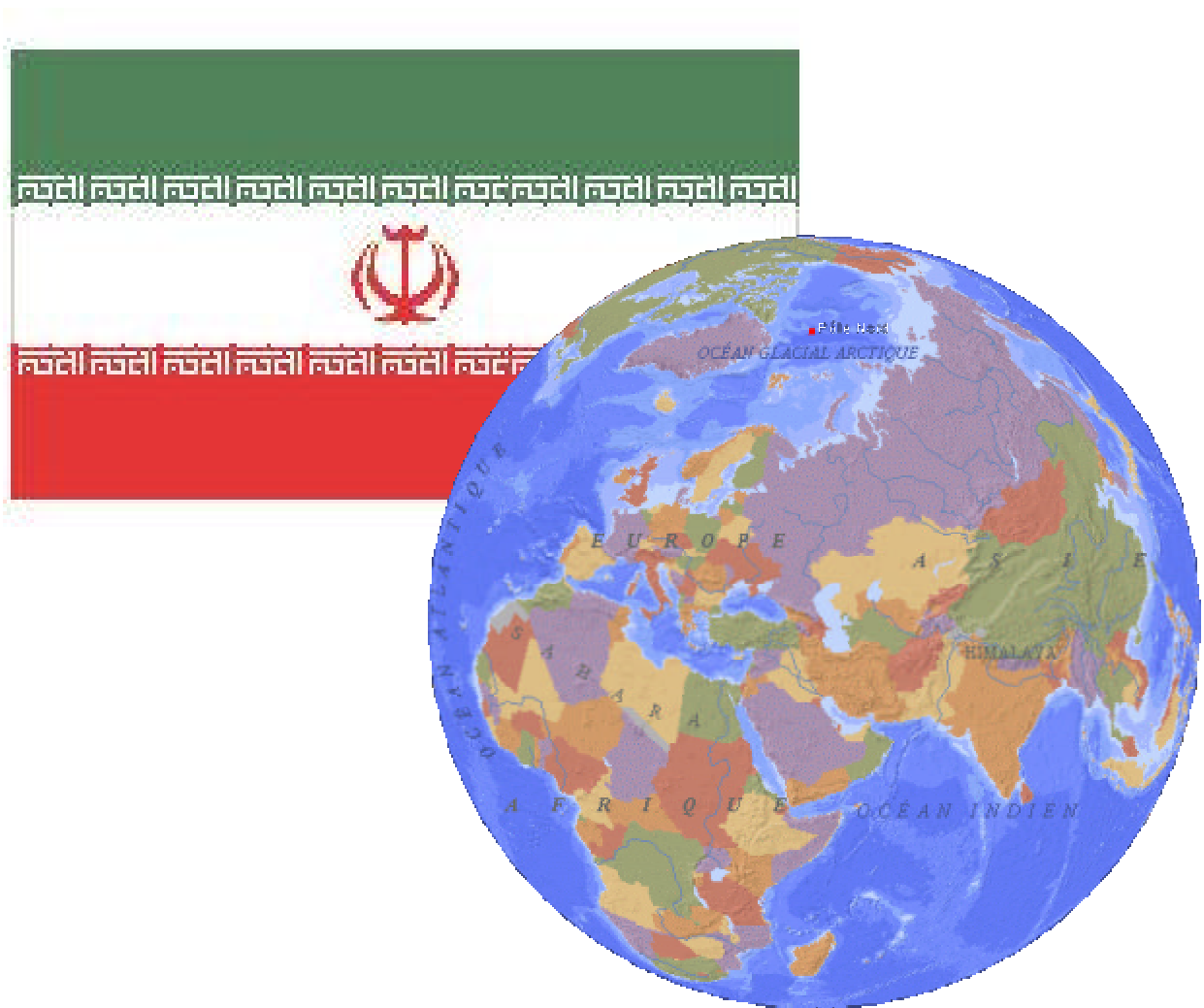


COLLEGE , 17 (5\$50 ((6 **DE DEFENSE**

ETUDE GEOPOLITIQUE DE L'IRAN ISLAMIQUE



Cdt X. DIBON

7^{ème} promotion - groupe B6 - Air
1999 / 2000

FICHE DE PRESENTATION

1. « Etude géopolitique de l'Iran islamique »

2. Cdt (air) DIBON Xavier (France)

3. 06 / 03 / 2000

4. Division B

5. Mémoire de géopolitique

6. Par sa géographie, ses ressources naturelles, agricoles, industrielles et humaines, son histoire, son potentiel militaire, l'Iran dispose depuis l'éclatement du bloc communiste de toutes les caractéristiques lui permettant de devenir la grande puissance régionale et influente ; placée au cœur du Moyen-orient, à la charnière entre l'est de l'Europe et l'Asie centrale, elle n'arrive cependant pas à relever le défi de la révolution islamique, et ses ambitions internationales sont bridées par son incapacité à stabiliser la situation intérieure.

7. Géopolitique, Moyen-orient

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	2
1- La république islamique	3
1-a) Le XX° siècle iranien : la dynastie Pahlavi.....	3
1-b) La république islamique	8
1-c) La situation actuelle : victoire du libéralisme.....	11
2- Facteurs potentiels de puissance, facteurs réels de troubles	13
2-a) Le pétrole	13
2-b) La population.....	14
2-b-1) La question kurde.....	17
2-b-2) La question azérie	19
2-c) Les ressources agricoles et industrielles	20
2-d) L'armée	23
3- La politique et les relations extérieures	25
3-a) La communauté musulmane	25
3-b) L'Irak	27
3-c) Le Caucase	29
3-d) L'Asie centrale.....	30
3-e) Les Etats-Unis.....	31
Conclusion.....	33
Bibliographie	34

Introduction

L'Iran islamique se trouve actuellement à un moment crucial de son histoire : c'est en effet un pays vaste comme trois fois la France, pour le même nombre d'habitants, qui doit affronter un profond malaise social issu d'une situation économique désastreuse, héritée de vingt ans de guerre et d'isolement, et gérer dans le même temps une position régionale et internationale des plus inconfortables, deux aspects dont la responsabilité est directement attribuée au régime islamique en place depuis la révolution.

L'Iran dispose pourtant d'un certain nombre de facteurs de puissance, tel ses importantes ressources en pétrole et en gaz, sa population dont le patriotisme n'est plus à démontrer depuis la guerre contre l'Irak, ses forces armées héritées du Shah ; mais le bilan de vingt ans de république islamique est plutôt négatif, et explique que ces facteurs soient en fait sources de problèmes intérieurs et d'un besoin de réformes clairement exprimé par la population dans les derniers scrutins.

Sur le plan international, la complexité des relations extérieures est bien caractérisée par 8000 kilomètres de frontières terrestres et maritimes dans l'une des zones les plus sensibles et les plus stratégiques du globe, partagées avec quinze voisins peu habitués au calme depuis ces vingt dernières années : Irak, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis et Oman côté Golfe persique, Azerbaïdjan, Arménie, Turkménistan, Kazakhstan et Russie côté Caspienne, enfin, et non des moindres, Turquie au Nord-Ouest et Afghanistan, Pakistan au Sud-Est. Dans cet imbroglio ethno-pétro-politico-religieux, et dans un contexte d'effondrement du bloc soviétique, de montée des nationalismes et d'ouverture à l'Ouest, l'Iran chiite révèle de réelles difficultés à mettre en œuvre une diplomatie éclairée pour asseoir une puissance et une autorité qui lui permettraient de ne pas se sentir menacé de toutes parts.

Quelle est donc la part réelle de responsabilité du clergé chiite dans cette situation ? L'Iran islamique a-t-il vraiment dirigé son destin, ou n'est-il qu'une victime de l'éternel affrontement Est-Ouest qui n'a pas manqué de concerner une région aussi stratégique ? Le peuple iranien a-t-il de bonnes raisons d'accuser les mollahs de tous les maux qu'il connaît aujourd'hui, et va-t-il provoquer la séparation de l'église et de l'état à laquelle le Shah lui-même n'était pas parvenu ? Telles sont les principales questions qui pourront éclairer l'évolution récente et à venir de ce pays et de ce régime qui voulait être un modèle pour le monde.

1- La république islamique

1-a) Le XX^e siècle iranien : la dynastie Pahlavi

Durant la Première Guerre Mondiale, la Perse resta neutre mais fit l'objet d'affrontements entre Britanniques, Russes et Ottomans, qui se disputaient le contrôle des gisements de pétrole dont l'exploitation avait commencé en 1908 à Masdjid I Sulaiman, dans la province du Khûzistân. Après la guerre, dans un processus d'émancipation progressive vis-à-vis des russes et des britanniques, une situation quasi-anarchique conduisit au soulèvement de certaines régions telles l'Azerbaïdjan, le Khorasan et le Ghilan ;



dans la valse des gouvernements, le colonel Reza Khan se dota d'un prestige et d'une influence croissante en participant à la stabilisation du pays et de l'autorité nationale, devenant en quelque sorte le Mustapha Kemal perse ; initialement commandant de la

division cosaque, il devint ministre de la Guerre en 1921, puis 1^o ministre en 1923. Ayant envisagé de proclamer la république en 1924, il se heurta à l'hostilité des conservateurs, notamment religieux, et démissionna. Sous la pression populaire, il fut rappelé, obtint du parlement (le Madjlis) des pouvoirs quasi-dictatoriaux et mit fin à la dynastie Qadjar en exilant le Shah et sa famille. Recevant la couronne royale, il fonda la nouvelle dynastie Pahlavi en 1925.

Sous son règne, l'appareil judiciaire fut modernisé, les transports et les communications furent développés et un vaste programme d'occidentalisation débuta (le port du tchador fut aboli). Les concessions pétrolières furent renégociées : le pays percevait dorénavant des royalties sur les bénéfices des sociétés pétrolières, ce qui lui permit notamment de renforcer l'armée, garantissant ainsi sa stabilité intérieure et sa sécurité. Le Shah donna au pays le nom d'Iran en 1934, par volonté de rupture avec le passé perse.

Neutre également au début de la Seconde Guerre Mondiale, en dépit d'un certain anti-communisme et de relations privilégiées avec l'Allemagne nazie, l'Iran fut envahi par la Grande-Bretagne et l'URSS en août 1941, qui souhaitaient protéger les gisements pétroliers d'une éventuelle emprise allemande. Les armées britanniques pénétrèrent dans le sud et l'ouest de l'Iran et s'installèrent au Khûzistân et au Kurdistan, tandis que les armées soviétiques occupaient le Nord, notamment les provinces d'Azerbaïdjan et du Khorasan ; Reza Shah Pahlavi, autrefois défenseur des intérêts de l'Axe, fut contraint d'abdiquer en faveur de son fils, Muhammad Reza Shah, et de s'exiler. Celui-ci conclut un traité avec les Britanniques et les Soviétiques, par lequel ces derniers s'engageaient à respecter et à garantir l'intégrité territoriale de l'Iran, et à se retirer six mois après la fin des hostilités. Ces principes furent confirmés par la conférence de Téhéran en novembre 1943, première réunion entre Roosevelt, Staline et Churchill. A la fin de la guerre, l'Iran signa la charte des Nations unies à San Francisco, devenant l'un des membres fondateurs de cette organisation.



Figure 1 : Reza Pahlavi

En 1945, les provinces d'Azerbaïdjan et du Kurdistan, contrôlées par l'Union soviétique, se soulevèrent contre l'Iran et se proclamèrent républiques : le parti communiste Toudeh (la masse), appuyé par les soviétiques, y prit le pouvoir. Les Soviétiques empêchèrent l'Iran de réprimer cette insurrection, alors que les Britanniques refusaient

de quitter leur zone d'occupation. Ce n'est qu'au terme de très longues négociations que ces deux pays se retirèrent, à partir du 2 mars 1946.

Après la guerre, le Madjlis rejeta l'accord passé avec l'URSS pour l'exploitation des ressources pétrolières ; parallèlement, les Etats-Unis, de plus en plus présents, remplacèrent les allemands et participèrent au développement, notamment dans le domaine militaire. L'orientation résolument occidentale de la politique de Muhammad Reza Shah, se traduisit en 1949 par l'interdiction du parti Toudeh.

Cependant, le pouvoir des compagnies pétrolières étrangères était de moins en moins accepté par l'opinion publique. Un conflit entre gouvernement et parlement sur la convention fixant le niveau de redevances de la plus implantée de ces compagnies, l'Anglo-Iranian Oil Company (AIOC) contrôlée par les Britanniques, provoqua la chute du gouvernement, la nationalisation par le Madjlis de l'industrie pétrolière, et l'arrivée au gouvernement de Muhammad Mossadegh, démocrate, chef d'une coalition de groupes nationalistes (Front national) et partisan de cette nationalisation. Les tentatives pour résorber, par la négociation, la crise qui s'ensuivit entre l'Iran et la Grande-Bretagne échouèrent. Mossadegh refusa les offres de règlement de ce conflit, venant de la Banque mondiale, de la Cour internationale de Justice, et surtout des Etats-Unis qui considéraient l'Iran comme pièce importante du cordon de sécurité qu'ils souhaitaient instaurer de la Grèce au Pakistan pour endiguer l'URSS. En 1952, il demanda et finit par obtenir du Shah les pleins pouvoirs et le contrôle de l'armée.

Le Shah, qui s'opposait à un grand nombre des décisions de Mossadegh, parmi lesquelles sa position intransigeante sur la question du pétrole, démit celui-ci en 1953, alors que la situation économique nationale souffrait grandement du blocus pétrolier imposé par les britanniques. Mossadegh refusa de se retirer, et des affrontements opposèrent pendant plusieurs jours ses partisans aux royalistes qui, soutenus par l'armée, la police et la CIA, obtinrent le contrôle de Téhéran et arrêtèrent Mossadegh, qui restera depuis la figure emblématique du nationalisme iranien. Le 5 septembre, le gouvernement américain accorda à l'Iran un prêt d'urgence de 45 millions de dollars. L'Iran, qui reprit ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, avait échoué dans sa tentative de reprendre le contrôle de sa production pétrolière, et voyait la domination britannique contre-balançée par une pénétration américaine que l'opposition notamment religieuse ne pardonna jamais au Shah.

En 1954, le gouvernement iranien et les représentants d'un consortium pétrolier, formé de huit compagnies, dont l'Anglo-Iranian, s'entendirent sur la relance de l'industrie pétrolière nationalisée : le Consortium gérerait l'industrie, mettrait sur le marché la production pétrolière, partagerait les profits de manière équitable avec l'Iran et compenserait l'Anglo-Iranian pour la perte subie. En 1958, le gouvernement iranien conclut avec les compagnies américaines un accord garantissant à l'Iran 75 % des profits.

Réinstallé sur le trône avec l'aide des États-Unis, en 1953, Muhammad Reza Pahlavi se rapprocha de ce pays qui lui consentait une aide financière considérable : en mars 1959, l'Iran signa un accord de défense avec Washington, puis reconnut Israël en 1960. Cette décision envenima ses relations avec la Ligue arabe, qui décida d'étendre à l'Iran le boycott lancé contre les partenaires commerciaux de l'État hébreu. L'année suivante, Muhammad Reza lança une réforme, connue sous le nom de "révolution blanche", et visant d'abord à améliorer la condition de la population rurale majoritaire, largement insatisfaite du régime intérieur policier et répressif entretenu par les gouvernements successifs, mais aussi à réformer la vie courante en remplaçant notamment la loi coranique par une loi civile. Certains groupes religieux et conservateurs, opposés à ce programme de laïcisation, de redistribution des terres souvent détenues par le riche clergé chiite, ainsi qu'à l'émancipation des femmes, encouragèrent un soulèvement en juin 1963, mais, en 1966, toutes les grandes et moyennes propriétés avaient été réparties entre près de 4 millions de paysans. Au cours des années 1960, outre ce programme foncier, le Shah favorisa l'industrie nationale et s'attacha à diversifier les exportations. Le niveau de vie de l'Iran s'accrut rapidement, notamment grâce à un engagement de la fortune personnelle du Shah, mais l'opposition restait forte, notamment de la part des grands propriétaires fonciers, laïcs et religieux. Un attentat manqué contre le Shah entraîna de sévères répressions contre tous les milieux opposants, y compris religieux, et notamment contre l'ayatollah Haji Sayed Ruhollah Moussani : portant le nom de sa ville d'origine, Khomeyni était l'un des principaux chefs chiites, ayant étudié la théologie à Qom, capitale religieuse de l'Iran ; il conduisit la révolte contre le Shah, auquel il associait déjà les États-Unis, déclarant dès 1964 : *"Le Shah doit partir... Il a vendu l'indépendance de l'Iran pour quelques dollars... Faites savoir au président Johnson qu'il est l'homme le plus répugnant de la terre, que le Coran est son ennemi, et que l'Iran est son ennemi !"*. Il dut s'exiler en Irak en 1965, dans la ville de Najaf, d'où il continua la lutte contre le régime du Shah.

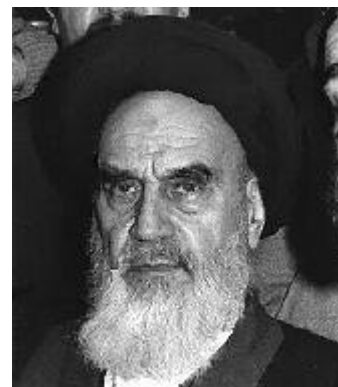


Figure 2 : Khomeyni

À la fin des années 1960, l'Iran renforça ses relations diplomatiques avec les pays communistes ainsi qu'avec l'Europe : l'URSS apporta une contribution importante au développement des voies ferrées, de l'industrie sidérurgique, et bénéficia du gaz iranien. La volonté de puissance montrée par le shah se manifesta sur le plan militaire par la constitution, avec l'aide des États-Unis, d'une armée sur-équipée qui devint rapidement l'une des premières du monde, afin de faire du pays le "gendarme de

l'Orient" ; elle lui permit d'affirmer les prétentions iraniennes dans la région du Golfe, vitale pour l'exportation du pétrole iranien ; en même temps il établit des relations plus étroites avec le bloc arabe, notamment l'Arabie Saoudite et le Koweït, et un peu plus tard avec l'Égypte, tandis que les rapports avec l'Irak se détérioraient de façon sensible à cause du différend frontalier du Chatt al-Arab et du droit d'asile accordé par le gouvernement irakien à des opposants politiques iraniens ; c'est seulement en mars 1975 que fut réglé le différend frontalier (accord d'Alger) et à cette occasion les deux gouvernements s'engagèrent à ne plus accorder de soutien à leurs opposants respectifs.

Dans cette période de premier choc pétrolier, l'augmentation considérable des revenus, qui devait servir au développement de l'agriculture, de l'industrialisation et des infrastructures, fut en partie engloutie dans de faramineux contrats passés avec certains pays occidentaux, et dans l'équipement de l'armée iranienne ; voulant consacrer son pouvoir absolu, le Shah annonça la fin du multipartisme et la formation d'un parti unique, le Rastakhiz (parti du renouveau), en dépit de l'opposition croissante animée par les intellectuels, les étudiants et les mouvements islamistes que réprima durement la police secrète du Shah, la Savak. Le pays recommença à connaître des difficultés économiques et techniques, par manque de financement pour ses gigantesques projets, ainsi que de spécialistes qualifiés ; l'inflation atteindra 25 % en 1977, année où l'Iran acheta plus d'armements aux Etats-Unis que tous leurs autres clients réunis, au détriment des catégories les plus pauvres. La virulence des opposants redoubla, dénonçant les scandales financiers, la prévarication, la démesure des achats d'équipements militaires, l'échec de la politique économique et l'action répressive de la police politique, la Savak. Les manifestations contestataires se multipliaient de plus en plus ouvertement, certaines allant jusqu'à demander le départ du Shah et le changement de régime, d'autres exigeant surtout le rétablissement des libertés, l'abolition de la censure et la suppression de la Savak. Ces manifestations se déroulèrent dans toutes les principales villes et réunirent tous les milieux sociaux et culturels ; à la répression policière sanglante répondirent des grèves. À la fin de l'automne 1978, le pays était en guerre civile et le peuple se regroupa derrière les ayatollahs chiites prônant le rétablissement d'un régime respectant les principes fondamentaux de l'islam, et les dirigeants des partis réformistes illégaux.

L'ayatollah Khomeyni quitta l'Irak en octobre, et rejoignit Neauphle-le-château, en France ; le 16 janvier 1979, le Shah s'exila, atteint de leucémie, lâché par tous (Etats-Unis mobilisé par les accords israélo-égyptiens, presse internationale supportant la révolution contre la dictature policière, pays occidentaux n'ayant pas digéré le 1^o choc pétrolier), mettant ainsi fin à un règne de trente-sept ans, et à vingt-cinq siècles de

monarchie. Les Etats-Unis, craignant néanmoins toujours une avancée soviétique au Moyen Orient, et ayant pour cela favorisé depuis longtemps le développement de l'idéologie islamique (en Arabie Saoudite notamment), appuyèrent la prise de pouvoir par les religieux au détriment du parti communiste Toudeh, et furent suivis en cela par un bon nombre de pays occidentaux. Le 1^o février, Khomeyni revint en triomphe à Téhéran, dans un avion spécialement affrété par la France, et mit fin à la tentative du dernier 1^o ministre du Shah, Chahpour Bakhtiyar, de s'opposer à l'instauration d'un régime islamique.

1-b) La république islamique

Un processus de renouvellement complet des institutions fut aussitôt déclenché : une nouvelle Constitution instituant une république islamique fut approuvée dès décembre 1979, complétant l'autorité religieuse du Guide de la révolution par l'attribution de pleins pouvoirs politiques, le reconnaissant comme interprète infaillible des lois de Dieu sur terre (Velayat-e-faqhi) ; elle fixe un nouveau partage des pouvoirs entre trois pôles inégaux :

- Le chef de l'état est le Guide de la révolution, choisi parmi le haut clergé chiite. Il supervise les actions du gouvernement
- Le gouvernement est dirigé par le président de la République, élu au suffrage universel pour un mandat de quatre ans ; il est responsable devant le Parlement et le Guide suprême
- Le Parlement (Madjlis) comprend deux cent soixante-dix membres, élus au suffrage universel pour des mandats de quatre ans. Il a le pouvoir de démettre le président. Les lois votées par le Madjlis doivent être approuvées par le Conseil de la protection de la Constitution

En janvier 1980, des élections présidentielles consacèrent Abol Hassan Bani Sadr, un économiste libéral proche de l'extrême gauche, formé en Occident, collaborateur de l'ayatollah Khomeyni, avec 75 % des voix. Sitôt en place, l'ayatollah Khomeyni s'était lancé dans une escalade anti-impérialiste et anti-capitaliste, qui lui permettait parallèlement de réduire l'opposition de gauche, et qui avait indirectement provoqué la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran : les militants réclamaient le renvoi du Shah en Iran et le remboursement des sommes qu'il aurait détourné des caisses de l'état. Dans le même temps, les tribunaux islamistes continuaient leur purification révolutionnaire et faisaient exécuter des centaines de membres de la Savak et de partisans du Shah, alors qu'au Kurdistan, les peshmergas luttèrent contre l'armée régulière et les gardiens de la révolution (pasdarans). C'est dans ce climat particulièrement tendu que les américains échouèrent dans leur tentative de

libérer les otages, ce qui ne fit qu'accentuer la victoire des tendances les plus radicales lors des élections parlementaires d'avril 1980 ; le nouveau parlement s'opposa à Bani Sadr qui n'était pas partisan de la théocratie, et provoqua sa destitution et son exil. De nouvelles élections désignèrent l'hodjatoleslam (grade précédant celui d'ayatollah) Saïd Ali Khamenei, celui qui deviendra le Guide suprême à la mort de Khomeyni en juin 1989, et sera remplacé à la présidence de la République par Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, ancien président du Madjlis.



Figure 3 : Khamenei

Depuis la révolution de 1979 et la restauration du multipartisme, la vie politique est animée par :

- le Parti républicain islamique (PRI) (au pouvoir jusqu'à son auto dissolution en 1987)
- le Mouvement pour la liberté en Iran, fondé par Mehdi Bazargan, et interdit à partir de 1981
- Rouhaniyat (association du clergé combattant), la faction islamique la plus réformatrice, qui soutient le président Rafsanjani et le guide Khamenei
- Rouhaniyoun (association des religieux combattants), la faction la plus radicales, soutenant l'héritage de Khomeyni
- le parti Toudeh, Parti Communiste Iranien,
- les Moudjahidin du peuple, islamistes de gauche

La situation régionale de l'Iran s'aggrava rapidement dès l'instauration de la république, nombreux étant ceux qui considéraient la révolution comme une cause d'affaiblissement du pouvoir et de l'état : d'abord l'Irak, qui exigea en 1980 la révision de l'accord d'Alger, sans succès, puis l'abrogea unilatéralement avant d'attaquer le territoire iranien au Khûzistân pour s'emparer de zones riches en pétrole, début d'une guerre qui se prolongea huit ans ; mais également les Kurdes à l'ouest, les Azéris au nord et les Arabes au Khûzistân, qui chacun prirent les armes pour obtenir l'autonomie. La guerre Iran-



Irak eut pour conséquence majeure la destruction et la désorganisation des appareils de production, la fuite des capitaux, des cerveaux, des techniciens ; pendant huit ans, elle a absorbé entre 20 et 30 % du budget de l'État, a entraîné la mort d'environ un demi-million d'Iraniens, a ruiné des villes et des installations industrielles: les évaluations du coût de la reconstruction du pays varient entre 100 et 500 milliards de dollars.

La situation intérieure connut donc une importante récession générale, symptomatique des difficultés économiques : rationnement des denrées de base, développement parallèle d'un marché "libre" mieux fourni mais aux prix dix fois plus élevés, inflation (30 % par an sur le marché officiel, au moins 100 % sur le marché "libre"), chômage (25 % de la population active), maintien à un bas niveau des rémunérations. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, les réformes nécessaires ont souvent été bloquées, différées ou amendées par les conflits très vifs entre les différentes tendances qui s'affrontent au sein du régime, à travers des centres de décision (gouvernement, parlement, conseils) d'obédience souvent opposée : à titre d'exemple, la tendance radicale était favorable à une réforme agraire de grande ampleur, alors que les dignitaires membres du conseil de surveillance du régime s'opposaient à toute atteinte à la propriété privée. La lourdeur du système bureaucratique qui s'est progressivement substitué à l'activisme révolutionnaire, la plupart des organisations bénévoles et anciens combattants ayant été intégrés dans les structures de l'État, a également largement contribué à l'inertie générale.

L'élection d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjani à la présidence de la République (28 juillet 1989) a néanmoins consacré la victoire des pragmatiques modérés sur les radicaux, et a permis une réorientation de la politique économique, désormais plus libérale et ouverte aux investissements occidentaux. La politique de privatisations s'est cependant heurtée à l'opposition du Parlement, et l'appel aux investissements étrangers à la dégradation, depuis 1988, de la cote de crédit de l'Iran sur le plan international : les partenaires financiers de la République islamique (essentiellement l'Allemagne et le Japon) hésitaient à accorder des prêts à un pays autant endetté. Force était de constater l'échec du pari de redressement économique dans un contexte paralysant de



Figure 4 : Rafsandjani

luttons entre libéraux du Rouhaniyat et radicaux du Rouhaniyoun, ce qui n'empêcha pas la réélection du président Rafsandjani en 1993 (63 % des voix).

Tout autant que les difficultés économiques, la restriction des libertés, la répression, la terreur, l'épuration systématique ont largement entamé l'assise sociale du régime. Plusieurs vagues d'exécutions massives (6 000 au moins de 1979 à 1983, 5 000 encore de 1988 à 1991) ont marqué la première décennie révolutionnaire, en réponse à des offensives armées contre le régime (celles des Moudjahidin, des Fedayin, ...), pour éliminer des opposants (libéraux laïques, démocrates, communistes) accusés de complot ou de collusion avec l'Occident, ou pour purifier les mœurs (trafic de drogue notamment). La répression fut d'autant plus intransigeante qu'elle fut appliquée par les tribunaux islamiques, diabolisant les coupables qui ne respectaient pas la loi. Le point culminant de ce mécanisme fut la fatwa (décret religieux) lancée par Khomeyni, en février 1989, enjoignant d'assassiner l'écrivain blasphémateur Salman Rushdie.

La révolution islamique fut également une révolution culturelle : refonte de l'enseignement, épuration du corps des instituteurs et des professeurs, contrôle vigilant des programmes des disciplines universitaires sensibles (droit, économie, histoire, sociologie). Dans le registre du mode de vie, le régime rencontra les mêmes difficultés que le pouvoir pahlavi, instaurant une sorte de double vie menée par une partie de la population citadine pour respecter scrupuleusement, en extérieur, les règles imposées. Ce projet disciplinaire islamique s'est heurté à l'extrême complexité sociale, ethnique et régionale d'un état dont aucun pouvoir, jusqu'à présent, n'a pu réduire l'hétérogénéité culturelle.

1-c) La situation actuelle : victoire du libéralisme

En 1996, les élections législatives avaient confirmé la prééminence de la droite conservatrice (une centaine de sièges sur 270), mais également la percée des partisans du président Rafsandjani (environ 70 sièges) incarnant la volonté de réforme économique libérale, ainsi que le retour de la gauche également islamiste (une quarantaine de sièges). Le conservateur Ali Akbar Nategh Nouri, qui ambitionnait la succession de Hachemi Rafsandjani, fut réélu à la tête du Parlement. Le 23 mai 1997, Muhammad Khatami, ancien ministre de la Culture et conseiller de la présidence de la République, considéré comme modéré



Figure 5 : Khatami

et libéral, fut élu à la tête de l'état au premier tour de scrutin, avec environ 69 % des suffrages, en remplacement d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjani qui le soutenait : il devança Ali Akbar Nategh Nouri (22 %), candidat favori du guide de la Révolution, Ali Khamenei. Le 4 août, lors de sa prestation de serment, Muhammad Khatami promit de restaurer les libertés publiques dans le cadre de la Constitution et de l'islam ; il se dit favorable à une détente dans les relations avec les pays étrangers dans le respect de l'indépendance de l'Iran, alors que le chef des gardiens de la révolution, Mohsen Rezaï, était obligé de démissionner après avoir envisagé un coup d'état.

Depuis son élection, le bilan de Khatami est mitigé : si certains lui reprochent de ne pas desserrer suffisamment le carcan religieux, beaucoup lui reconnaissent le mérite d'avoir libéré la presse, assoupli le contrôle des mœurs. Pour tous, il incarne l'opposition au conservatisme du guide de la révolution et de ses riches partisans bazari, et avec le changement de majorité au Majlis, il vient d'obtenir du peuple l'appui parlementaire qui lui manquait pour ne pas se voir contredit par les actes législatifs.

2- Facteurs potentiels de puissance, facteurs réels de troubles

2-a) Le pétrole

Durant tout le XX^e siècle, les ressources nécessaires au développement de l'Iran ont été apportées par l'exploitation du pétrole, qui a commencé en 1908 dans le Khûzistân. Si le centre de gravité de la production s'est progressivement déplacé vers le sud-est du pays, plus de 95 % de la production totale est encore assuré par les gisements de cette province, et par les quelques gisements sous-marins qui prolongent ces nappes sous les eaux du golfe Persique. D'autres petits gisements dispersés, notamment dans le centre et l'est du plateau, sont relativement négligeables, mais sont parfois associés à d'importants gisements de gaz. Les réserves en pétrole sont estimées à une dizaine de milliards de tonnes (Gt : giga-tonne), pour un total mondial supérieur estimé à plus de 150 Gt, celles de gaz à 21 000 milliards de m³.

Les exportations, qui atteignaient déjà près de 10 Gt en 1939, s'étaient élevées à 31 Gt en 1950, sous l'égide de l'Anglo-Iranian Oil Company, puis, après la crise de la première nationalisation, à 80 Gt en 1964, et 189 Gt en 1971, sous le régime d'un consortium international. Après la récupération définitive de la propriété de ses gisements par l'Iran en 1973, la production a approché les 300 Gt en 1974 (année du maximum) et en 1976, et s'est maintenue à plus de 250 Gt jusqu'à la révolution islamique de 1979. Les investissements colossaux consentis par le Shah dans les années du premier choc pétrolier ont amené l'Iran à la deuxième place des pays exportateurs, lui garantissant des retours sur investissements non moins colossaux. La révolution islamique, à partir de 1979, puis la guerre irano-irakienne, ont rabaisé le rythme annuel de production à moins de 100 Gt, avant qu'il ne remonte à une moyenne de 170 Gt par an.

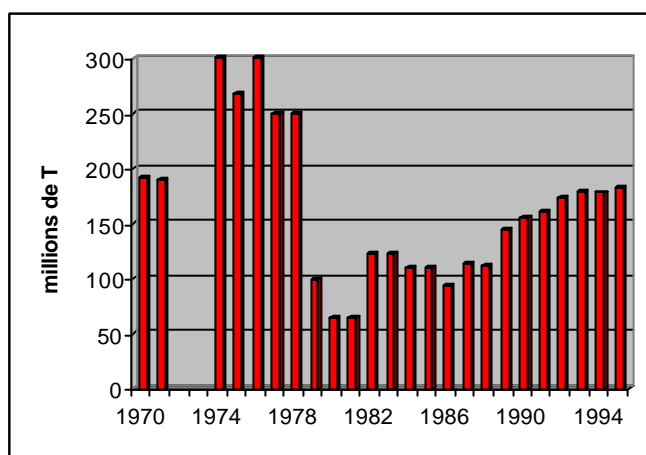


Figure 6 : production pétrolière

Les ressources financières apportées par l'exportation pétrolière, qui ont brusquement augmenté avec le quadruplement des prix en 1973-1974, ont été à la source d'un développement général particulièrement rapide dans les derniers temps de la dynastie Pahlavi, bien que les premières bases en aient été édifiées dès les années 1930, sous le règne de Reza shah. Employées en partie dans le développement de

l'outil de production et de traitement, elles ont permis à l'Iran de se doter d'une capacité de raffinage supérieure à ses propres besoins. Mais l'utilisation directe du pétrole comme source d'énergie par l'économie nationale, en dehors de sa valeur commerciale d'exportation, est également devenue le point de départ de tout un développement industriel, grâce à un réseau d'oléoducs et de gazoducs qui, mis en place progressivement, à partir des gisements du Sud-Ouest, dans les années 1960, irrigue aujourd'hui toutes les grandes villes du pays et se prolonge jusqu'à la frontière transcaucasienne de l'ex-U.R.S.S. vers laquelle des exportations de gaz sont organisées.

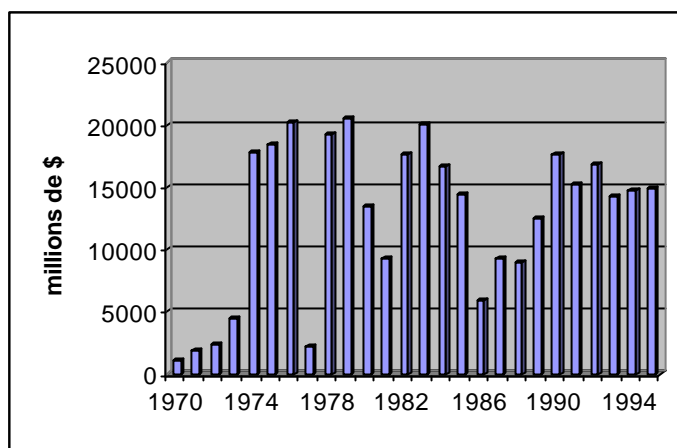


Figure 7 : revenus pétroliers

Seule ombre au tableau, la baisse du prix du baril qui influe directement sur l'économie nationale : avec un prix divisé par deux en 1999, l'Iran a perdu l'équivalent du tiers de son budget, soit 6 milliards de dollars . Car faute de véritable politique économique, la république islamique fait reposer 85 % de ses ressources sur la vente de brut. Cette vulnérabilité explique la précarité de la situation sociale actuelle, et le défi que Khatami doit relever en recherchant l'aide des organisations internationales et pays étrangers que la révolution a tant condamné.

2-b) La population

La population iranienne est clairement une force que la révolution islamique n'a pas réussi à apprivoiser, comme le prouve le résultat des derniers scrutins. Pour faire face aux pertes colossales de la guerre contre l'Irak, et à l'émigration d'une partie de l'intelligentsia, une politique de natalité incontrôlée pendant plusieurs années a déséquilibré la pyramide démographique de la société en faveur de sa composante juvénile, composante au sein de laquelle une vigoureuse campagne d'alphabétisation et la généralisation de l'enseignement gratuit ont divisé par quatre le taux d'analphabétisme (actuellement de 15 %), tout en décuplant le nombre des diplômés universitaires (plus de quatre millions, sans compter les deux millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur). Malheureusement ces jeunes instruits viennent grossir les rangs des sans-emploi, environ 20 millions de chômeurs, et restent résolument attachés à des valeurs beaucoup plus nationales qu'islamiques, ce que l'on peut attribuer à trois

raisons majeures : une urbanisation accélérée qui transforme les ruraux rassemblés par les clans et les mosquées, en citoyens d'une communauté nationale ; la guerre contre l'Irak qui a plus durablement favorisé le patriotisme que le fanatisme ; et enfin, le discrédit qui frappe l'idéologie archaïque de l'état islamique, dû aux turpitudes et à l'enrichissement des gouvernants, potentats religieux et commerçants du bazar.

Concomitamment, le port obligatoire du tchador a favorisé l'émancipation de la femme en lui permettant d'accéder en masse aux écoles et universités, alors que de nombreuses familles traditionnelles refusaient de scolariser leurs filles à l'époque de la monarchie quand le port du voile était, à l'inverse, interdit. De fait, les étudiantes

constituent plus de 50 % des effectifs universitaires contre 25 % à l'époque du shah, et les femmes envahissent le marché du travail pour compléter le revenu familial. Par voie de conséquence,



elles revendiquent la pleine égalité des droits, notamment dans les domaines de l'héritage et du

divorce, droits sacrilèges pour les tenants de l'islam conservateur, unissent leurs organisations en un front commun, et font figure de fer de lance du mouvement réformiste. Elles ont obtenu la victoire de nombreuses femmes dans les scrutins municipaux des grands centres urbains, souvent avec un score plus élevé que leurs collègues masculins, et n'hésitent pas à présenter des candidates aux élections présidentielles, même si ces candidatures sont invalidées par le conseil.

Globalement, la population iranienne est estimée à 68 millions d'habitants, soit une densité moyenne de 410 habitants au km², mais avec des concentrations beaucoup plus élevées au nord et à l'ouest du pays. Le taux de fécondité, en diminution depuis que le gouvernement s'est engagé dans une politique de contrôle des naissances en 1989, est quand même de 3,5 enfants par femme. 54 % de la population est citadine, proportion en notable augmentation depuis les années 1970 ; cette croissance urbaine pose d'importants problèmes économiques et sociaux, qui se traduisent par une instabilité et par quelques émeutes, notamment à Téhéran, est accentuée par la très forte croissance démographique: l'Iran comptait 41 millions d'habitants en 1982 et 60 millions en 1992, dont 60 % de moins de vingt ans, ce qui a conduit le gouvernement à lancer dès 1988 la campagne de limitation des naissances : mais avec plus de la moitié de la population qui n'a pas connu la révolution, la fracture

entre les jeunes et les mollahs est de plus en plus ouverte, et le peuple confie à Khatami le soin de faire cohabiter tradition et progrès social. Enfin, la population a également augmenté sous l'effet des migrations des réfugiés (kurdes venus d'Irak, mais surtout quelque 2 millions d'afghans) dont le nombre s'élève actuellement à environ 2,5 millions sur le sol iranien.

Près de 60 % de la population iranienne est perse, descendant des peuples indo-européens ; la périphérie du pays est peuplée de minorités ethniques, Baloutches au sud-est, Turkmènes au nord-est, Kurdes à l'ouest, Arabes au sud-ouest et Azéris au nord, qui font partie de souches ethniques fractionnées

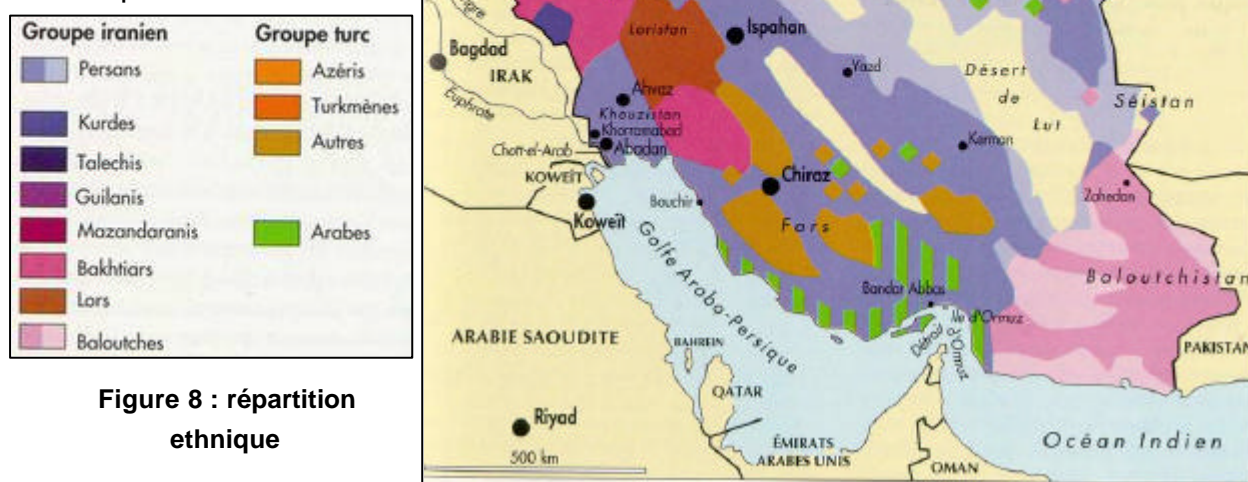


Figure 8 : répartition ethnique

par le découpage moderne des pays, et ont donc naturellement des revendications identitaires déstabilisantes. En pratique, un peu moins de la moitié des iraniens ont le persan (farsi) pour langue maternelle, même si la majorité d'entre eux la parlent et la comprennent.

Les principales minorités sont les suivantes :

- Les Turcs d'Azerbaïdjan (17 % de la population totale), auxquels il faut ajouter d'autres groupes turcophones généralement nomades et dispersés, soit au total 25 % de la population iranienne.
- Les Kurdes (environ 5 millions) peuplant les régions montagneuses des provinces de l'Azerbaïdjan occidental, du Kurdistan, de Kermanshah et de l'Illam, dans l'ouest du pays.

- les Lor (3,5 millions) et les Bakhtyari (500 000) nomades ou sédentarisés
- Les Baloutches (environ un million) qui occupent un milieu particulièrement défavorable dans le sud-est
- Les Ghilani, Taleshi, Mazandarani des deux provinces caspiennes, très densément peuplées (le Ghilan et le Mazandaran regroupent quelque 6 millions d'habitants), au climat humide et au paysage verdoyant, véritables greniers à riz de l'Iran

Si la grande majorité (85 % environ) de la population est d'obédience chiite, plusieurs groupes ethniques sont partiellement ou totalement sunnites : Kurdes, Taleshi, Turkmènes, Baloutches, Arabes. Quant aux minorités non musulmanes, elles sont quantitativement négligeables et concentrées pour l'essentiel dans les villes : entre 70 000 et 100 000 israélites avant la révolution, 20 000 au moins auraient fui depuis, plus de 200 000 chrétiens, en grande majorité des Arméniens. Si tous ces groupes sont soucieux de conserver leur identité, les disparités culturelles se sont sensiblement réduites depuis le début du siècle sous les effets conjugués de la modernisation et des régimes autoritaires de l'empire pahlavi puis de la république islamique. D'ailleurs, lors des événements révolutionnaires, si les kurdes, les turcs azéris, les turkmènes, les arabes du Khuzestân, les Baloutches ont effectivement revendiqué directement la reconnaissance de leurs droits politiques et culturels, ces luttes pour l'autonomie n'ont pris une véritable ampleur et la forme de combats armés durables qu'au Kurdistan où les revendications étaient tout autant politiques (laïcisme démocratique) qu'ethniques. Et les Arabes du Khuzestân, que Saddam Hussein pensait pouvoir rallier à sa cause au nom de la solidarité ethnique, ont quand à eux fait preuve d'une parfaite loyauté à l'égard de l'Iran lors de la longue guerre qui se déroulait sur leur territoire.

Face à ces diverses minorités, les régimes pahlavi et islamique ont tous deux poursuivi une politique d'assimilation mais selon des modalités bien différentes : pour le shah, la langue persane était le vecteur principal de l'unification du peuple iranien ; depuis l'instauration de la république islamique, c'est la religion et, de façon plus extensive, un mode de vie chiite urbain qui tente de s'accommoder de la diversité linguistique du pays.

2-b-1) La question kurde

La question kurde est l'une des constantes de l'histoire iranienne du XX^e siècle : dès le début de la dynastie Pahlavi, la population kurde et le Parti Démocratique Kurde d'Iran (PDKI) ont fait l'objet d'une répression soutenue qui n'a pas faibli avec la république islamique.

Après la Première Guerre mondiale et l'effondrement de l'Empire ottoman, le traité de Sèvres, signé en 1920, prévoyait l'instauration d'un nouveau pays, le Kurdistan, qui ne recouvrait pas toutes les régions habitées par les Kurdes de l'ancien empire ottoman, et devait notamment ignorer ceux de Perse, mais devait néanmoins concrétiser la reconnaissance d'une entité nationale kurde : en l'absence de statistiques précises, on estime entre 20 et 22 millions le nombre des Kurdes, dont la moitié en Turquie. Leur langue d'origine indo-européenne est apparentée au persan moderne ; leur religion est majoritairement l'islam, de secte sunnite.

Le redressement de la Turquie et les convoitises des puissances étrangères (France et Grande-Bretagne notamment) sur le pétrole du Kurdistan méridional s'opposèrent à sa création. C'est pourquoi la délimitation des états modernes du Proche Orient entérina la dispersion du peuple kurde entre trois États : la Turquie, l'Irak et l'Iran. Fatalement, le nationalisme kurde se développa et s'opposa aux gouvernements de ces pays, que ce soit au patriotisme exacerbé de la Turquie d'Atatürk, à l'idéologie conquérante de la "Grande Nation arabe" ou à la monarchie centralisatrice jacobine du Shah d'Iran ; chacun de ces gouvernements répondit d'ailleurs par une répression sévère.

En Iran, Reza Khan craignait un mouvement séparatiste des provinces d'Azerbaïdjan, du Kermânchâh et du Kurdistan, sous l'influence du leader kurde iranien Simko, et s'efforça sans succès de décapiter les différentes tribus ; il coordonna néanmoins ses efforts avec Kemal Atatürk et parvint ainsi à mettre fin à l'irrédentisme. Le renouveau du mouvement kurde et du PDKI eut lieu pendant la 2^e guerre mondiale, à l'époque où les soviétiques occupaient les régions kurdes d'Iran, et acceptèrent la proclamation à Mahabad d'une république autonome kurde par Qazi Mohammed. Dès le retrait des russes, l'armée iranienne mit fin à cette autonomie, en décembre 1946, rejetant ses partisans dans la clandestinité, souvent aux côtés du Parti communiste iranien Toudeh.

Bénéficiant très tôt d'un courant de sympathie internationale, le nationalisme kurde n'a toutefois jamais reçu de soutien majeur, victime indirecte de la volonté

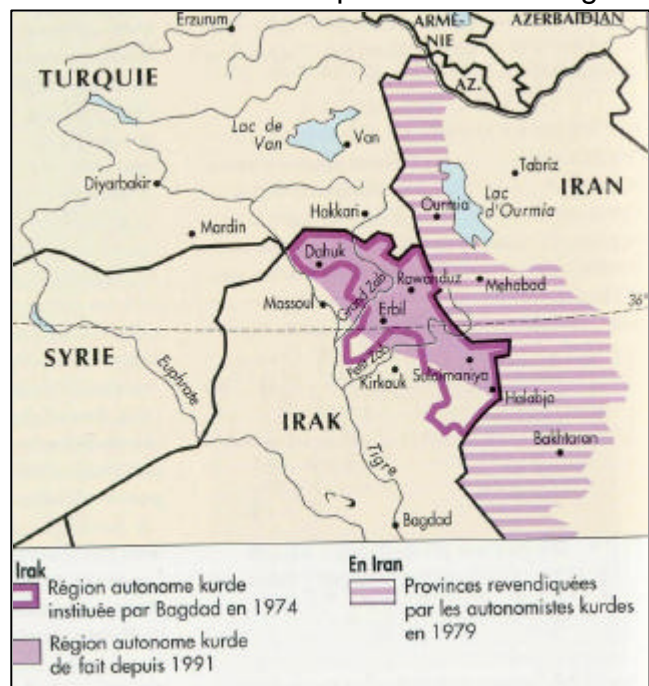


Figure 9 : régions kurdes

occidentale de ne pas provoquer le mécontentement des pays producteurs de pétrole, et de ne pas déstabiliser une région d'importance stratégique et voisine de l'URSS. L'insurrection kurde en Irak, au début des années 1970, leur permit temporairement de bénéficier de l'appui du Shah qui dispensa une aide massive aux peshmergas (maquisards kurdes) de Mustapha Barzani ; cependant l'Iran n'avait jamais souhaité une victoire kurde, et mit fin à ce soutien en signant en 1975 un accord avec l'Irak, à Alger, avec l'aide du président algérien Houari Boumédiène, accord garantissant sa souveraineté sur le Chatt al-Arab ; la résistance kurde s'effondra instantanément.

Après le renversement du Shah, le sort réservé aux populations kurdes différa peu de ce qu'elles avaient connu sous la monarchie Pahlavi ; en effet, le mouvement autonomiste refit surface avant d'être à nouveau écrasé : ayant tactiquement soutenu l'opposition chiite, il pensait se voir remercié par une ouverture du dialogue sur ses projets autonomistes, mais fut brutalement replongé dans la répression par l'avènement du conflit contre l'Irak, qui provoqua la mobilisation générale et l'opposition à toute forme de désunion. Il maintient encore une présence armée dans les montagnes, mais ses divisions internes, et l'assassinat par des agents de Téhéran, en 1989, de son principal dirigeant, Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du PDKI, l'ont considérablement affaibli.

2-b-2) La question azérie

De même que pour les kurdes, la révolution islamique n'a pas été source d'apaisement pour la minorité azérie. A la suite de conflits, l'Azerbaïdjan avait été partagé entre russes et perses en 1813 et 1828 ; en 1918, la tentative d'autonomie de la république auto-proclamée d'Azerbaïdjan provoqua son occupation par l'armée rouge, son rattachement à l'URSS en 1920 et son adhésion à la fédération en 1936. Son histoire se fonda alors dans celle de l'union. La république islamique, héritière de l'empire pahlavi pour ce qui concerne le centralisme et l'opposition à toute forme de revendications ethniques, s'est immédiatement opposée au militantisme azéri comme kurde, dénonçant même l'athéisme communiste en vogue à Bakou. Cependant, quand l'Azerbaïdjan profita du courant de perestroïka pour proclamer son indépendance, Téhéran espéra que ce pays chiite serait idéologiquement tenté par une expérience islamique et se détournerait de Moscou ; la crise arménienne du Haut-Karabakh et les troubles politiques qui agitèrent le pays dans la décennie 1990 auront finalement plutôt tendance à rapprocher Téhéran et Moscou, au détriment des azéris chiites !

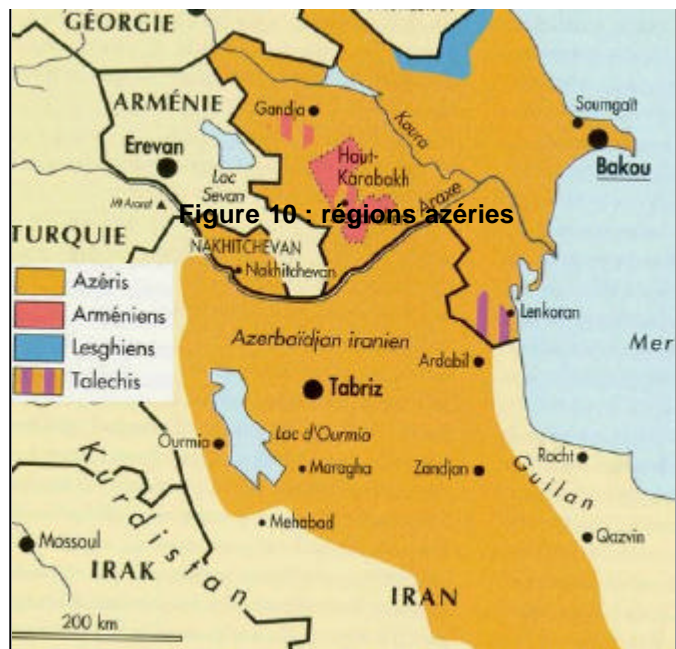













Figure 10 : régions azéries

2-c) Les ressources agricoles et industrielles









L'agriculture emploie 39 % des actifs. Suite à la réforme agraire des années 1950, environ 800 000 hectares ont été redistribués aux fermiers. 10 % du territoire sont cultivés. Les principales cultures sont celles de céréales (blé et orge), dont la production dépasse 17 millions de tonnes. Les autres cultures importantes concernent les pommes de terre, le raisin, le riz, les betteraves. Le cheptel comprend 45 millions de moutons, 23,5 millions de chèvres et 7 millions de bovins. L'exploitation forestière a été ralentie dans les années 1970 afin d'éviter la déforestation. Elle atteint 6,8 millions de m³ par an. La pêche, bien que peu développée, reste, quant à elle, une importante source de revenus. La production annuelle est de 344 000 tonnes. Le caviar iranien représente 20 % de la production mondiale.

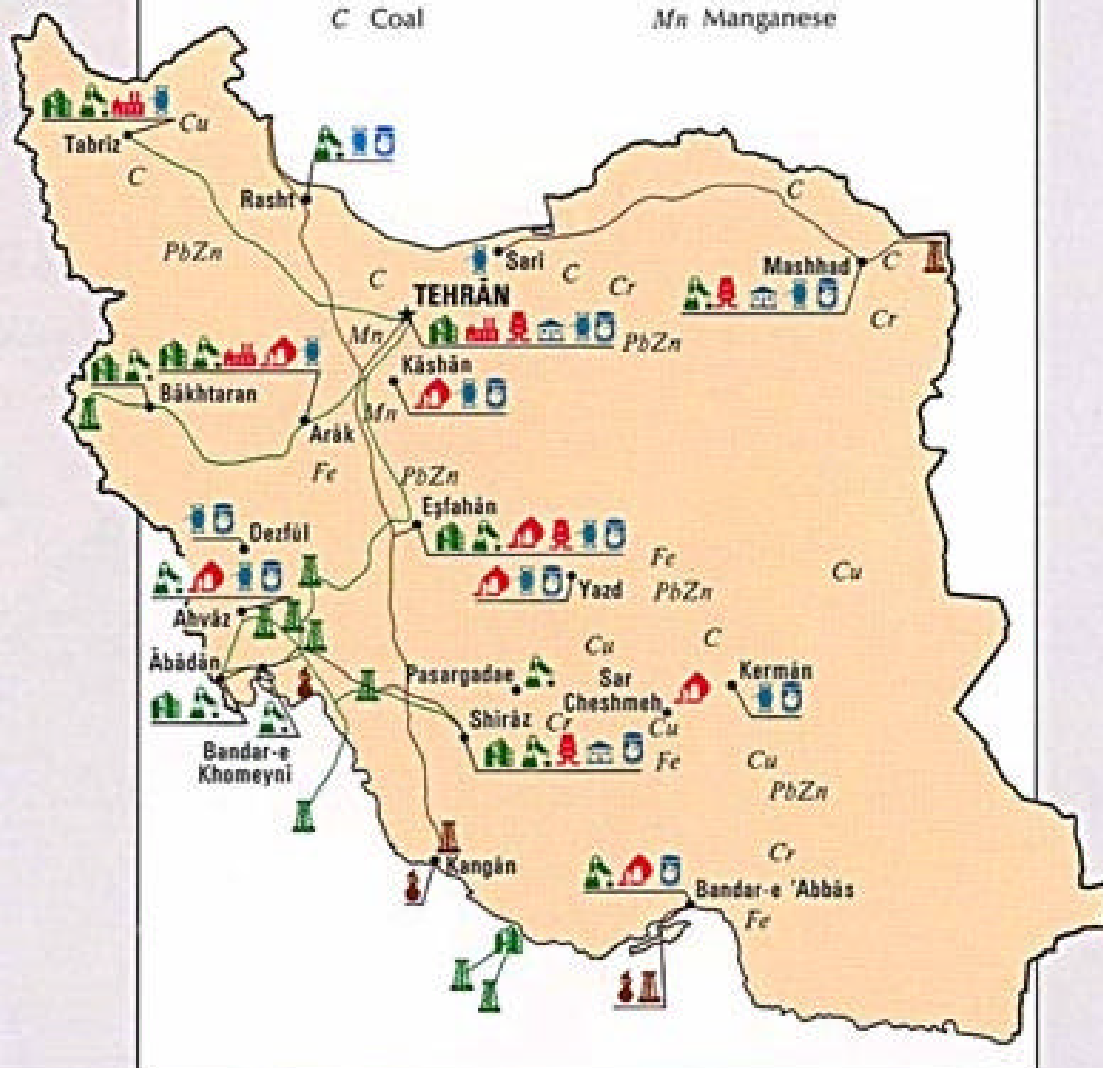
Economic Activity

INDUSTRY

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  Petroleum refining |  Cement |
|  Chemicals (petrochemicals and fertilizers) |  Light industry (jewelry and ceramics) |
|  Liquefied natural gas |  Textiles (rugs and clothing) |
|  Heavy industry (automobile assembly, machine tools, and large appliances) |  Food processing |
|  Metal processing (steel, copper, and aluminum) | Major pipeline |
| |  Oil |
| |  Gas |

MINERAL DEPOSITS

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  Oil |  Cu Copper |
|  Gas |  Fe Iron |
|  Cr Chromite |  PbZn Lead and zinc |
|  C Coal |  Mn Manganese |



Pour l'industrie nationale, la fin de l'époque Pahlavi, accompagnée par le premier choc pétrolier et sa prodigieuse augmentation des ressources financières en 1974, fut l'époque des projets gigantesques: complexes pétrochimiques, centrales nucléaires, raffinerie de cuivre, sidérurgie, en parallèle au développement et à la rénovation accélérés des infrastructures ferroviaires, portuaires et routières. La révolution islamique de 1979, la baisse considérable de la production pétrolière qui l'a suivie, la guerre irano-irakienne ensuite ont arrêté ou paralysé la quasi-totalité de ces projets. L'Iran, qui, au temps de la fabuleuse croissance des années postérieures à 1973, devait investir à l'étranger (usines Krupp en Allemagne, industrie nucléaire en France) ses surplus financiers, se retrouva très appauvri, dans une conjoncture politique difficile, avec une population toujours en croissance rapide (33 millions en 1976, 49 millions en 1986, 60 millions en 1992). Alors qu'une des idées-forces du mouvement révolutionnaire était la restauration de l'indépendance nationale et de l'autosuffisance économique, notamment dans le domaine agricole, l'Iran islamique doit importer de nombreux produits de première nécessité : entre 1979 et 1984, les achats à l'étranger de blé et de fromage ont été multipliés par trois, ceux d'orge, de riz, d'huile végétale, de viande rouge, de volaille, d'œufs, multipliés par deux. Ces importations massives se sont encore accrues depuis la fin de la guerre contre l'Irak.

La révolution islamique s'est distinguée par une politique économique et l'adoption de mesures radicalement opposées aux pratiques du Shah :

- interventionnisme de l'État (nationalisation des banques, de secteurs entiers de l'activité industrielle et, en partie, du commerce extérieur)
- aide aux petites entreprises artisanales dans un souci de revalorisation des unités traditionnelles de travail et de sociabilité
- soutien aux exploitations et aux projets agricoles de dimension moyenne
- appel au bénévolat, avec l'institution d'une "guerre sainte pour la reconstruction" qui a joué un rôle efficace dans les campagnes iraniennes : réfection des systèmes d'adduction d'eau, électrification, construction d'écoles
- contrôle social de la production et de la distribution : mise en place de conseils islamiques dans les entreprises, distribution des denrées rationnées de première nécessité dans les mosquées.

Elle n'a cependant pas vraiment réussi à réformer le pays en profondeur et à appliquer complètement ses principes, en grande partie à cause de l'inertie d'une partie de la classe dirigeante trop concernée par la propriété privée !

2-d) L'armée

Le principal pouvoir du Shah résidait dans une formidable armée, nombreuse, bien équipée de matériels américains, à la hauteur des ambitions impériales et de la volonté américaine de transformer le pays en pôle de stabilisation régionale et d'opposition au bloc de l'Est. Après la révolution, et au moment de l'invasion irakienne, elle n'était déjà plus que l'ombre de la grande armée moderne qu'elle avait été : les tribunaux ou l'exil (en Irak notamment) l'avaient privée de tous ses chefs et d'un bon nombre de cadres, et les Etats-Unis la privaient de toutes les pièces de rechanges et munitions nécessaires. Si l'Iran a réussi à contenir l'invasion irakienne, c'est en s'appuyant sur la mobilisation massive de combattants prêts à mourir et mourant en grand nombre pour la foi et le pays. Les leçons de huit années de conflit furent tirées avec réalisme :

- la foi des combattants ne surpassait pas la puissance matérielle, et les armes de destruction massive n'étaient pas uniquement dissuasives, mais bien stratégiques et psychologiques (à l'instar des gaz toxiques et des bombardements des villes)
- l'appareil militaire était totalement à reconstruire, et la dépendance vis-à-vis de l'étranger en matière d'équipements n'était plus envisageable
- les installations pétrolières étaient très vulnérables
- les agitations de minorités périphériques pouvaient distraire et perturber les forces armées en créant des fronts diffus

Le régime identifia donc cinq menaces majeures :

- un blocus des installations portuaires du Golfe, neutralisant à la fois l'approvisionnement vital du pays et l'export tout aussi vital des produits pétroliers
- une reprise de la guerre avec l'Irak
- une aggravation simultanée des tensions frontalières avec l'Irak, l'Afghanistan et l'Azerbaïdjan
- une attaque brutale des installations sensibles par Israël
- un chantage exercé par l'un des voisins à l'aide d'armes de destruction massive chimiques ou bactériologiques

et débuta un programme militaire principalement tourné vers une production nationale, complétée par l'achat auprès de pays ne respectant pas l'embargo (Chine, Russie, Libye, Corée du Nord) ; ce programme, assorti de budgets colossaux, permit d'obtenir assez rapidement un niveau d'équipement et une capacité industrielle conséquents. L'Iran s'intéressa naturellement aux armes chimiques pour détenir une capacité minimale de dissuasion, en attendant de maîtriser l'atome. Car depuis 1974, le Shah avait décidé de doter son pays de centrales nucléaires pour compléter l'énergie fossile,

et de nombreux iraniens s'étaient formé aux techniques nucléaires à l'étranger ; et si la révolution et la guerre bouleversèrent ces plans, Khomeyni composa une fois de plus avec le Coran pour inciter ses scientifiques à poursuivre l'effort d'obtention d'armes de destruction massive. Une coopération avec le Pakistan, la Russie et la Chine, en dépit des pressions américaines, mit finalement le pays sur les rangs du nucléaire civil, ce qui lui permet de faire planer le doute sur ses capacités de militarisation, même si de nombreux religieux et pasdaran y restent opposés. Les tentatives d'ouverture vers Israël et les Etats-Unis du président Khatami permettent actuellement de détendre l'atmosphère, même s'il ne faut pas oublier que, pour l'Iran, l'enjeu est à la fois régional et international.

L'armée iranienne actuelle totalise 545 000 hommes, auxquels il faut rajouter l'armée parallèle des Gardiens de la révolution (pasdarans) de 120 000 hommes, qui contrôle lors de sa mobilisation une armée populaire (basij) composée de 200 000 jeunes volontaires, et dont les effectifs ont atteint un million de personnes durant la guerre Iran-Irak. Tous les jeunes hommes iraniens doivent effectuer un service militaire de deux ans.

	Armée de terre	Marine	Armée de l'air	Divers	
Eff.	350 000	20 000	50 000		
composition	Divisions : 4 blindées 6 infanterie 1 commandos 1 forces spéciales	6 bases	Escadrons : 9 d'attaque au sol 7 de défense aérienne 1 de reconnaissance	Gendarmerie 40 000	
matériels	700 chars de bataille (T54/55/59/62, Chieftain, M60)	3 sous-marins Kilo	3 B707 ravitailleurs transport : 7 B747, 18 C130, 4 Falcon20	Garde de la révolution 125 000 13 régions 5 bases insulaires 20 divisions	
	2500 canons 800 lance-roquettes 6500 mortiers	3 destroyers 5 frégates	300 chasseurs F4, F5, F14, MiG29, Su24 une centaine d'avions irakiens (majoritairement indisponibles)		Armée populaire de mobilisation 200 000
	400 missiles sol/sol	40 patrouilleurs 7 chasseurs de mine 9 amphibies	une centaine d'hélicoptères non armés	100 Hawk 30 Rapier 15 Tigercat	Forces à l'étranger Liban 150 Soudan 1000

Figure 11 : composition des armées

3- La politique et les relations extérieures

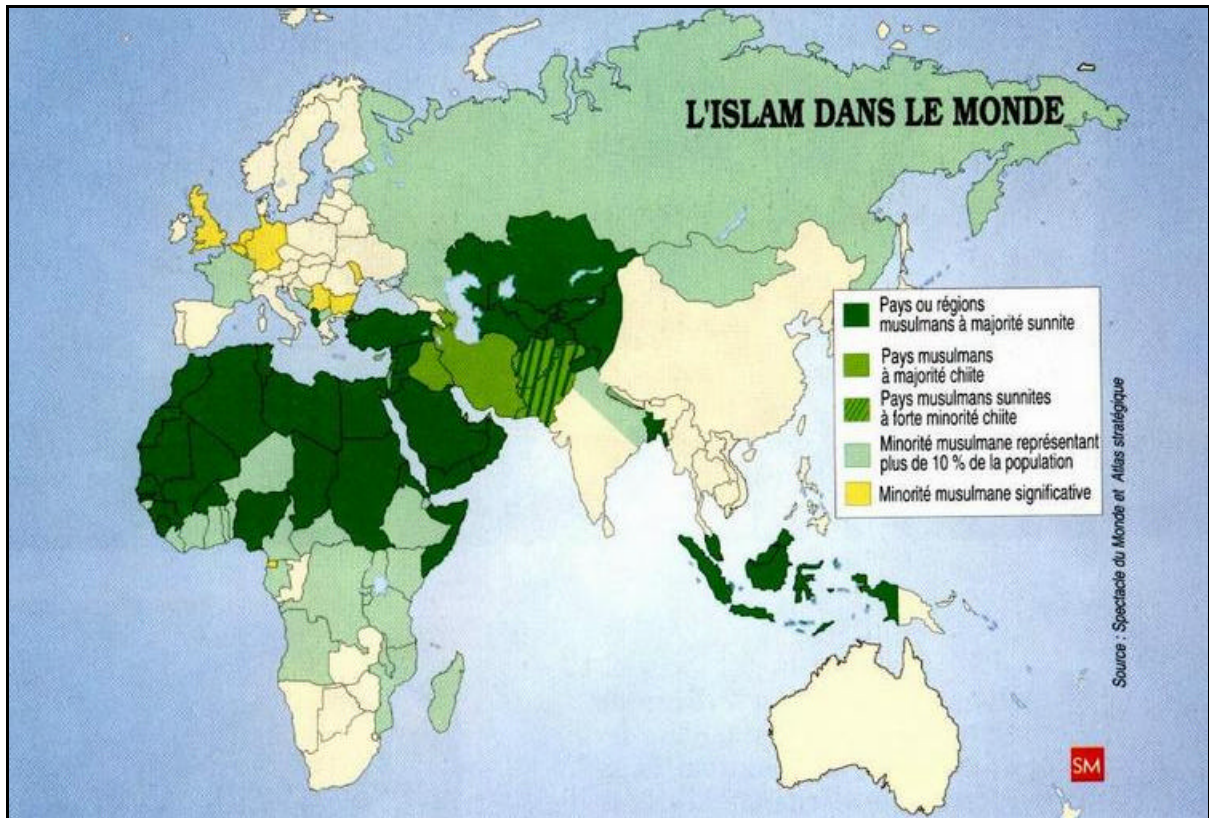
La politique extérieure de Khomeyni était aussi simple que clairement affichée, puisqu'il s'agissait d'abord de prendre ses distances vis-à-vis de la civilisation moderne, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest, avec tout ce qu'elle représente de laïcité, d'hégémonisme et de libéralisme, et ensuite d'étendre la révolution islamique chiite aux pays qui possédaient une minorité chiite, avant de s'attaquer au reste du monde. Sur le plan régional, ces ambitions rejoignaient une certaine nostalgie de l'empire perse Safavide, qui voulait rendre à l'Iran sa suprématie sur le Golfe persique, le Caucase et l'Asie centrale. Les difficultés rencontrées obligeront la république islamique à redéfinir une politique plus réaliste et pragmatique.

3-a) La communauté musulmane

La volonté initiale d'exportation de la révolution s'est en fait montrée peu efficace et peu encline à favoriser l'union de la communauté musulmane : côté sunnite, l'Iran révolutionnaire n'a jamais eu d'influence réelle sur les milieux fondamentalistes, ni sur les grandes organisations, telles que les Frères musulmans en Egypte, ou plus récemment le Front Islamique du Salut en Algérie, qui ont toujours conservé leurs distances par rapport à Téhéran ; en fait, l'Iran n'a jamais réussi à faire reconnaître sa valeur de modèle auprès des fondamentalistes sunnites arabes, ni à tirer parti de l'impopularité des régimes en place, et s'est donc fâché avec la majorité des gouvernements arabes sans avoir noué de relations efficaces avec leurs oppositions. Du côté chiite, les liens initiaux avec les communautés du Liban, d'Irak, d'Afghanistan et de Bahreïn ont perdu de leur ardeur depuis la guerre du Golfe, le Hezbollah libanais et le Hezb-i Wahdat afghan étant les seuls à bénéficier d'un soutien effectif et matériel de l'Iran : que ce soit lors du bombardement de Najaf par Saddam Hussein en 1991, ou la mise en résidence surveillée de l'ayatollah Mohammed Chirazi, chef spirituel chiite de Bahreïn, les prises de position iranienne ont souvent choqué la communauté chiite internationale, contribuant à alimenter les critiques à son égard.

Fait aggravant, la révolution iranienne a même été le catalyseur d'une crise ouverte au sein de la communauté et du clergé chiites internationaux : aux yeux de tous, le régime iranien devait mettre en application les principes révolutionnaires, et servir ainsi d'exemple et de modèle à toute la communauté ; au lieu de cela, il provoqua l'apparition d'une remise en cause de son principe fondateur, à savoir la régence du docteur de la loi (Velayat-e faqih), c'est-à-dire l'incarnation des deux pouvoirs politique et religieux par une seule personne, le Guide de la révolution. Si l'Imam Khomeyni

incarnait cette double légitimité, étant reconnu à la fois comme guide et "marja" (source d'imitation), ce ne fut plus le cas de Khamenei qui ne bénéficiait même pas de l'autorité religieuse. D'autant plus que le Guide est désigné par un Conseil des Experts élus par la seule population iranienne, discriminant de facto les chiites arabes et afghans !



La perte d'influence de l'Iran dans la communauté musulmane internationale s'explique donc en partie par l'abandon progressif de réflexes islamiques au profit d'une politique extérieure pragmatique, fondée sur les intérêts et les contraintes géostratégiques : à l'Est et au Nord, il s'agit de maintenir une alliance avec la Russie pour contrer les influences turque, pakistanaise et saoudienne, toutes trois perçues comme encouragées par les Etats-Unis ; dans le Golfe, il s'agit de s'imposer comme la grande puissance régionale, sans pour autant acculer les pétro-monarchies à se rabattre sur une alliance américaine ; au Moyen-Orient enfin, l'Iran s'efforce de conjurer tout risque de se trouver confronté à une Sainte alliance arabe, comme lors de la guerre contre l'Irak.

3-b) L'Irak

On peut considérer que les tensions entre Iran et Irak sont au moins aussi vieilles que la découverte du pétrole dans la région : les relations étaient déjà tendues à l'époque de Saddam Hussein et Reza Shah Pahlavi, compte tenu de leurs visées hégémoniques communes sur la rente pétrolière du Golfe dit persique chez les uns, et arabe chez les autres. Dans ce contexte, Saddam Hussein supportait mal de ne disposer que d'une ouverture de 50 km sur le Golfe, alors que l'Iran possédait 1400 km de côtes. C'est pourquoi un désaccord mineur sur la réglementation



Figure 12 : Saddam Hussein

fluviale provoquera d'abord la dénonciation du traité de 1937 sur le statut du Chatt al-Arab, puis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le Shah, appréciant déjà peu l'arrivée au pouvoir irakien du parti Baath, parti unique, républicain, laïc et socialiste, vit de surcroît ce gouvernement signer avec Moscou un traité d'amitié et de coopération en 1972. Soupçonnant les soviétiques de tenter un retour dans le Golfe, il choisit l'alliance stratégique avec les Etats-Unis qui lui laissèrent miroiter la place de "gendarme du Golfe" ; dans le même temps, l'Irak baathiste accepta de devenir le point fort du dispositif soviétique au Moyen-Orient en échange d'une aide militaire et technologique qui, par son ampleur, lui permit d'avoir de grandes ambitions régionales.

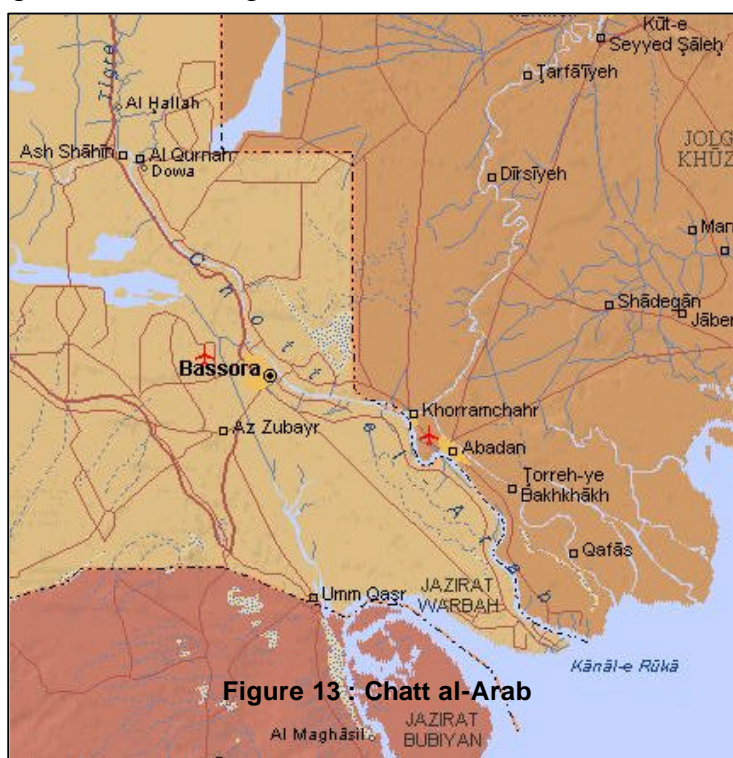


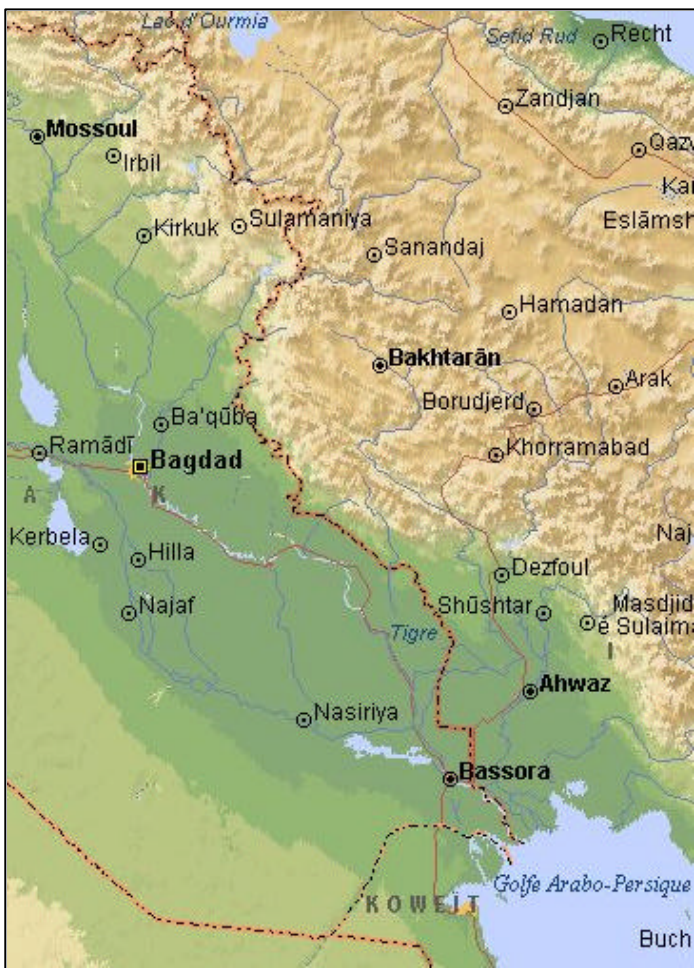
Figure 13 : Chatt al-Arab

Si le Shah était ouvertement confronté à la

menace irakienne, il saura néanmoins profiter de l'insurrection kurde (cf. chapitre 2-b-1) pour éviter l'affrontement ouvert et provoquer un apaisement provisoire par la signature du traité d'Alger. Son successeur l'Imam Khomeyni n'aura pas la même chance et devra assumer l'attaque frontale dès septembre 1980.

Avec la révolution islamique, les sources de tension entre les deux voisins vont être transposées dans le domaine religieux : en effet, parmi les voisins de l'Iran

susceptibles de « bénéficiaire » de la vague révolutionnaire, l'Irak était au premier rang ; de plus, les deux principaux lieux sacrés, destinations de pèlerinages réguliers, du chiisme duodécimain se trouvaient en Irak, à Kerbela et Najaf, ville dans laquelle Ali, gendre du prophète, quatrième calife et père du chiisme (de shi'ites Ali, les partisans d'Ali), fut assassiné et enterré, et qui hébergea Khomeyni pendant la majeure partie de son exil. En réaction à cette menace, l'Irak, qui avait accueilli de nombreux responsables militaires iraniens fuyant les tribunaux du nouveau régime, se laissa convaincre par eux de l'opportunité d'une guerre préventive ; il lui suffira alors de revendiquer le Chatt al-Arab et de provoquer quelques accrochages frontaliers pour finalement pénétrer



en territoire iranien en septembre 1980. L'offensive n'ira pas loin, les deux camps se trouvant rapidement plongés dans une guerre de position qui révéla l'enthousiasme révolutionnaire, l'esprit de sacrifice et le sentiment patriotique du peuple iranien. Cette guerre durera huit ans, se soldera par 1 200 000 morts, dont les trois-quarts iraniens, une facture annuelle d'au moins 50 milliards de dollars pour chaque belligérant, sans compter le coût de la reconstruction, et ramènera les deux pays dans les mêmes frontières qu'avant-guerre.

En 1990, l'Iran condamna à la fois l'invasion du Koweït par l'Irak et le déploiement des troupes de la coalition en Arabie Saoudite, puis reprit les relations diplomatiques avec l'Irak qui abandonna alors ses revendications territoriales contre l'Iran. Lors de la guerre du Golfe, si l'Iran resta officiellement neutre, il abrita plus de cent avions de guerre irakiens qu'il refusa de restituer, et Téhéran soutint ensuite la rébellion des chiites du sud de l'Irak contre le régime affaibli de Saddam Hussein.

Si la guerre du Golfe, et la pression maintenue par les américains depuis, ont restauré une certaine suprématie iranienne dans la région en écrasant l'Irak qui s'était

mieux sorti du conflit précédent, elles pérennisent néanmoins les tensions entre ces deux pays, rendant possible une réouverture du conflit.

3-c) Le Caucase

Indépendamment de toute connotation idéologique ou historique, la Mer Caspienne et le Caucase représentent une zone névralgique pour Téhéran : c'est d'abord un point de convergence avec Moscou, et donc de divergence avec Bakou sur

une question de droit ; pour les deux premiers pays, la Caspienne est un lac et non une mer et doit donc être gérée en commun, ce qui n'est pas sans conséquence sur les importantes ressources pétrolières offshore, et qui est donc contraire aux prétentions de l'Azerbaïdjan appuyé par Washington. De plus, l'Iran lutte contre toute velléité de sa minorité azérie de se rapprocher de Bakou, et



Figure 15 : le Caucase

se retrouve en concurrence avec la Turquie, ennemie de l'Arménie, dans les projets de pipelines vers la Caspienne ; dans ce contexte, l'Iran a choisi de soutenir les chrétiens arméniens contre les musulmans azéris (avec un prêt de 62 millions de dollars, l'ouverture de la frontière et la construction d'un pont) dans le conflit opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan autour du Haut-Karabakh. L'ayatollah Khomeyni n'avait-il pas dit : « Les besoins du gouvernement passent avant ceux de l'Islam ».

3-d) L'Asie centrale



Figure 16 : L'Asie centrale

L'Asie centrale représente pour l'Iran un double enjeu extrêmement incertain et délicat : c'est en effet une zone où les réserves pétrolières seraient aussi importantes que dans le Golfe, et qui est secouée depuis une dizaine d'année par l'effondrement de l'URSS et l'émergence de multiples crises ethniques. Le retrait soviétique n'est d'ailleurs pas apparu comme un point positif pour le développement d'une suprématie iranienne, mais plutôt comme la perte d'un contrepoids utile face aux américains. Le risque était donc grand de voir les turcs ou les américains prendre pied dans l'espace ainsi abandonné, où aucune communauté chiite ne pouvait relayer les intérêts de Téhéran, à l'exception des azéris pour d'autres raisons combattus (cf. chapitre 2-b-2). Dans ce contexte, le radicalisme révolutionnaire a rapidement laissé place à une diplomatie plus réaliste et plus prudente, dans laquelle une fois de plus la religion a cédé aux intérêts de l'état, et qui a toujours privilégié la Russie plutôt que les Etats-Unis.

La politique iranienne a donc consisté à maintenir une liaison étroite et une convergence de points de vue avec les russes, afin de les convaincre d'instaurer un partenariat pour la gestion de la région et de ses crises : pour les deux pays, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan sont pareillement soupçonnés d'affinités avec les américains, la Caspienne est une concurrente pétrolière potentielle qu'il faut drainer et

contrôler en développant des réseaux d'oléoducs et de gazoducs sur un axe Nord-Sud (même si l'intérêt est économique pour les russes, et stratégique pour les iraniens), l'opposition réunissant tadjiks, ouzbeks et chiites dans le Nord de l'Afghanistan doit être soutenue pour lutter contre le régime taliban pachtoune anti-chiite. Cette tentative n'eut cependant que peu de réussite, à cause notamment des moyens limités de la Russie : l'éclatement de l'URSS s'est rapidement accompagné, sous la pression des nationalismes émergents, du retrait des troupes russes, de son désengagement financier, et dans la foulée d'une multiplication d'accords passés avec les occidentaux, surtout américains. On peut même considérer qu'elle a nuit aux intérêts iraniens en aggravant ses relations avec l'Afghanistan, où la victoire des talibans est devenue une victoire anti-chiite et anti-iranienne, ce qui oblige Téhéran à masser des troupes sur la frontière commune.

L'Iran a donc joué la mauvaise carte en choisissant la Russie : le pays se retrouve isolé dans une région qu'il voulait contrôler, isolement accentué par l'embargo et la diplomatie américains.

3-e) Les Etats-Unis

Si lors de son avènement, les Etats-Unis saluèrent officiellement la révolution islamique, célébrant l'Islam comme une "*force culturelle vibrante*" et prétendant qu'ils "*respecteraient les désirs du peuple iranien*" (dixit A. Young, ambassadeur des USA à l'ONU), c'est en grande partie parce qu'ils surestimèrent leur capacité à entretenir de bonnes relations avec le nouveau pouvoir ; en accueillant le Shah à New York en octobre 1979, ils déclenchèrent la réaction qui clarifia définitivement la position iranienne : la prise d'assaut et d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran, le 4 novembre. Les raisons étaient en fait plus complexes, plus profondes et plus durables : d'abord, cela donnait effectivement une monnaie d'échange contre le retour du Shah et de ses millions de dollars ; mais cela permettait surtout d'humilier les Etats-Unis, emblème du capitalisme hégémonique, décadent et athée, et de les forcer à quitter le pays. Enfin, cela permettait également de se débarrasser localement des opposants modérés, libéraux ou nationalistes, trop enclins à coopérer avec eux. Le gel des relations durera vingt ans, période que l'on peut résumer en deux phases : dix ans d'humiliation de la part des iraniens, et dix ans d'isolement par les américains.

De 1979 à 1989, les iraniens usèrent de la prise d'otages dans le principal but d'humilier : humilier Carter en relâchant les employés de l'ambassade après la fin de son mandat, contre une somme estimée à huit milliards de dollars, en s'offrant même le

luxé de refuser une reprise des livraisons d'armements américains en pleine guerre contre l'Irak ; humilier l'Amérique en capturant régulièrement des américains, particulièrement au Liban grâce au Hezbollah, parmi lesquels le chef de la CIA en 1985 ; humilier Reagan en le conduisant à livrer des armes en dépit de l'embargo, affaire qui éclatera en 1986 sous le nom d'Irangate. Cette guerre des otages s'achèvera en 1988 avec le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak, et en 1989 avec la mort de Khomeyni et l'élection de Georges Bush.

Si les nombreux changements intervenus dans les deux pays modifiaient la donne, ils ne modifièrent pas fondamentalement les relations : du côté iranien, la succession de Khomeyni provoqua une lutte entre modérés et extrémistes dans laquelle tout atermolement à l'égard des Etats-Unis était politiquement très incorrect ; du côté américain, la guerre du Golfe renversa les alliances en isolant l'Irak, mais entraîna une politique de « double endiguement » dans laquelle l'Iran demeurait un interlocuteur inacceptable. L'Iran continua à soutenir le terrorisme et l'activisme, notamment en Algérie, Tunisie, Somalie, Soudan, Yémen ou Bosnie, ou à entraver la politique américaine, en soutenant par exemple le Hezbollah et le Hamas contre le processus d'Oslo dans lequel Clinton s'engageait personnellement, mais il abandonna la pratique de la prise d'otages. L'isolement prôné par les Etats-Unis fut réglementé en 1996 quand le congrès vota la loi d'Amato (Iran-Libya Sanctions Act), au moment où les iraniens relancèrent avec les russes le programme de centrales nucléaires initié par le Shah pour couvrir 20 % des besoins du pays en électricité (1300 MW à Bushehr). Cette loi ne fut cependant jamais vraiment appliquée, puisque le président Clinton lui-même en exonéra un consortium pétrolier (Total, Gazprom et Petronas), et fut symptomatique de l'échec de cette politique de « containment » : elle n'obtint pas l'adhésion internationale nécessaire à son efficacité, poussa l'Iran vers la Russie, desservit les intérêts américains et divisa les partenaires occidentaux !

Dans une fin de siècle marquée par les échecs et le recul de la diplomatie américaine au Moyen-Orient, et sous l'impulsion du président Khatami, l'Iran est en passe de renouer le dialogue avec les Etats-Unis, les uns pour favoriser leur reconstruction économique, les autres pour contrebalancer l'axe Washington-Riyad distendu par le soutien saoudien aux mouvements fondamentalistes et terroristes sunnites, et aux talibans.

Conclusion

L'Iran, qui est le deuxième pays du Moyen-orient en superficie après l'Arabie saoudite, devrait être le premier de la région à atteindre les cent millions d'habitants d'ici moins de vingt ans. A cette époque-là la génération actuelle, qui n'a pas connu la révolution et réclame déjà plus de libertés, de modernité et de démocratie à ses dirigeants, constituera le cœur d'une société plus motivée par les finances et la concurrence que par la prière et le terrorisme. Par ailleurs, si le conservatisme fondamentaliste reste fort, il est obligé de se démarquer de son rival sunnite, dont la violence et l'extrémisme en Afghanistan et au Proche-Orient desservent la cause islamiste, contribuant indirectement à restaurer la crédibilité et la notoriété des mollahs iraniens.

Alors que le président Khatami assoie progressivement et démocratiquement l'autorité qui peut lui permettre de faire prendre au pays le tournant d'un libéralisme nécessaire à sa reconstruction économique, le risque est toujours très grand de voir le fanatisme mettre fin brutalement à ce processus. On peut néanmoins considérer que le chemin parcouru accentue la séparation de l'église et de l'état, et pérennise le rejet de la révolution islamique, ouvrant à l'Iran les portes du vingt-et-unième siècle sur une perspective laïque et optimiste qui pourrait restaurer sa grandeur perdue.

Bibliographie

- ABOU DIAB Khatrar, Iran - monde arabe - Israël : enjeux géopolitiques des rivalités et des alliances
 - BALTA Paul, De Khomeyni à Khatami : la victoire de l'état
 - BAYART Jean-François, Jeux de pouvoir à Téhéran
 - CHAUPRADE Aymeric, Introduction à l'analyse géopolitique
 - DJALILI Mohammed-Reza, Une approche géopolitique
 - JEANDET Noël, Un Golfe pour trois rêves
 - GALLOIS Pierre M., Défense, vers une stature internationale
 - GRAEFF Christian, Les relations Iran-Europe de 1988 à 1998 : une diplomatie de l'ambivalence
 - KHOSROKHAVAR Farhad, Un président populaire, des institutions bloquées
 - LAFRANCE Pierre, Contours de la personnalité iranienne
 - OLIVIER Gérald, Dossier : il était une fois la révolution
 - PELLETREAU Robert H., Etats-Unis - Iran : l'impérative nécessité de dialogue
 - ROULEAU Eric, Un enjeu pour le monde musulman
 - ROY Olivier, Iran, Asie centrale et Afghanistan
 - SALMSON Laetitia, La république islamique d'Iran, enjeu des rapports transatlantiques
 - VANER Semih, Iran et Turquie : confluences et ambiguïtés
-
- Atlas géostratégique
 - Atlas des peuples d'Orient
 - Encyclopédie Universalis
 - Encyclopédie et atlas Encarta
 - IHEDN, Dossier de voyage 1999
 - Military balance
 - Quid